

# Suivre les précurseurs

L'Alliance climatique observe d'un œil critique le comportement de placement des caisses de pensions suisses. Sandro Leuenberger souligne le rôle clé des caisses de pensions qui prennent volontairement les devants et suggère la création de normes sectorielles.

Les caisses de pensions qui ont engagé depuis un certain temps la réflexion sur la durabilité progressent – les autres ne bougent pas du tout. Tel le bilan de Sandro Leuenberger sur la question de savoir où en sont les caisses de pensions suisses en matière de placements respectueux du climat. Pour le dire en couleurs (voir graphique à la page 82): la zone verte dans la moitié droite augmente d'année en année, la zone orange diminue – mais la moitié rouge ne se réduit pratiquement pas.

Leuenberger insiste: «Nous n'évaluons que les actes, pas les principes vagues ou les déclarations d'intention». Pour lui, il est clair que les caisses de pensions doivent investir de manière respectueuse du climat. La dénommée double matérialité est donnée: d'une part, il existe une obligation internationale via l'Accord de Paris (également pour la Suisse) d'orienter les flux financiers dans un sens favorable au climat. D'autre part, la matérialité financière est également confirmée, car il a été scientifiquement prouvé que les risques climatiques ont des effets concrets sur les entreprises à forte exposition aux gaz à effet de serre et peuvent entraîner une perte de rendement.

Selon M. Leuenberger, l'obligation fiduciaire des caisses de pensions de tenir compte des aspects climatiques dans leur comportement de placement est étayée par deux rapports d'experts commandés respectivement par l'Alliance climatique<sup>1</sup> et l'Office fédéral de l'environnement (OFEV).<sup>2</sup> Il évoque le cas d'une caisse de pensions australienne qui a été poursuivie par un assuré et qui s'est ensuite engagée à atteindre un objectif de zéro émission nette d'ici 2050.

## Montrer la volonté d'agir par des normes sectorielles

M. Leuenberger n'accepte pas l'argument selon lequel les risques ESG ne sont pas encore suffisamment quantifiables. Il n'existe pas encore d'outils parfaits pour analyser les portefeuilles, mais ils deviennent de plus en plus sophistiqués: «Avec un peu de bonne volonté, il est possible d'atteindre les meilleures pratiques, même avec un système imparfait. Les caisses qui s'y emploient font œuvre de pionnier, elles communiquent

<sup>1</sup> A télécharger sur [bit.ly/3zfXUR5](https://bit.ly/3zfXUR5).

<sup>2</sup> A télécharger sur [bit.ly/3AKYRZN](https://bit.ly/3AKYRZN).

“ Le fait est que l'UE avance et que la Suisse dort. ”

### Sandro Leuenberger

dirige les activités de l'Alliance climatique dans le domaine des caisses de pensions. M. Leuenberger est chimiste et a été membre du conseil de fondation de la Caisse de retraite en faveur du personnel du groupe SICPA pendant sa vie professionnelle active.

leurs expériences et motivent ainsi les autres à suivre cette voie.»

M. Leuenberger peut puiser dans sa propre expérience du secteur des caisses de pensions. «Je me rends bien compte que le processus prendra du temps et que de nombreuses caisses de pensions ont peu de ressources. Il est d'autant plus important qu'il existe des exemples pionniers que les petites caisses peuvent suivre.»

Interrogé sur un éventuel besoin de réglementation, M. Leuenberger reprend son fil de pensée précédent. Il souhaite que l'ASIP soit plus active et qu'elle développe et publie des normes sectorielles: «Plus une industrie s'engage volontairement, plus elle montre aux politiciens qu'une réglementation étatique n'est pas nécessaire.» De manière générale, M. Leuenberger souhaite un cadre réglementaire. En revanche, en ce qui concerne les investisseurs de la prévoyance professionnelle, il convient, selon lui, de trouver une solution adaptée qui tienne notamment compte du fait que le paysage des caisses de pensions suisses est extrêmement hétérogène.

«Le fait est que l'UE avance et que la Suisse dort.» La place financière risque de s'effondrer si l'État ne la soutient pas – précisément aussi par des conditions-cadres réglementaires appropriées. «À un moment donné, la Suisse adoptera la réglementation européenne sous une forme ou une autre, c'est inévitable», constate M. Leuenberger. En particulier, il saluerait des obligations de divulgation de grande envergure pour les entreprises. Il serait également favorable à une classification des activités économiques sur le modèle de la taxinomie européenne (voir encadré).

### Un regard extérieur est nécessaire

Il ne comprend pas vraiment les inquiétudes de nombreuses caisses de pension face à une éventuelle réglementation: «Ceux qui sont verts aujourd'hui ne doivent pas avoir peur des restrictions ou de devoir soudainement tout changer.»

Puis M. Leuenberger revient sur la question de l'approche de l'Alliance climatique: elle a hérissé le poil de certaines caisses de pensions en les analysant et critiquant publiquement, tandis que les réactions des institutions qui ont fait leurs devoirs ont été positives. Ainsi, pour celles qui se sont contentées d'appliquer les exclusions ASIR, par exemple, la note est restée au rouge car ces interventions marginales sont désormais standard. Pour M. Leuenberger, «il faut exercer une pression claire sur les caisses pour qu'elles bougent et effectuent la majori-

rité de leurs placements d'une manière respectueuse du climat.» Il souligne en outre que le regard de l'extérieur est apprécié par la majorité des caisses.

M. Leuenberger s'étonne de l'attitude de certaines caisses qui estiment que leurs placements ne regardent qu'elles et ne veulent pas communiquer avec transparence à ce sujet: «Le secret n'a jamais été un modèle d'avenir.»

Kaspar Hohler



Avec un peu de bonne volonté, il est possible d'atteindre les meilleures pratiques, même avec un système qui n'est pas parfait.



### Taxinomie de l'UE

La directive contient les critères permettant de déterminer si une activité économique peut être classée comme durable sur le plan environnemental (taxinomie) afin de pouvoir déterminer le degré de durabilité environnementale d'un placement. La directive oblige les acteurs des marchés financiers, par exemple les fonds de placement qui souhaitent commercialiser un produit financier sous le label «écologiquement durable», à indiquer la proportion de placements écologiquement durables au sens de la directive dans leur portefeuille.

Source: Wikipedia ([bit.ly/3tTQ1sQ](https://bit.ly/3tTQ1sQ))



### Alliance climatique

L'Alliance climatique est une alliance de plus de 100 organisations de la société civile qui ont pris fait et cause pour la justice climatique et la préservation des bases de vie naturelles. L'une de ses initiatives est la notation climatique des caisses de pensions, dont Sandro Leuenberger est responsable. L'Alliance climatique se considère comme un challenger de la société civile qui confronte les caisses de pensions avec un regard extérieur critique et cherche à dialoguer avec elles.

Le bilan actuel révèle qu'environ la moitié des caisses de pensions se trouvent encore au début du chemin vers le placement durable du point de vue de l'Alliance climatique. La notation couvre tous les critères ESG, et pas seulement l'aspect climatique. Selon M. Leuenberger, elle est fondée sur des carences: la zone rouge comprend également les caisses qui n'ont que des principes vaguement définis et qui, par exemple, n'appliquent que les exclusions ASIR. L'engagement n'est actuellement pas encore pris en compte, mais il sera inclus dans le catalogue de critères d'ici 2022. Les critères pour les biens immobiliers détenus directement sont en préparation. Le classement couvre principalement les institutions collectives et communes ainsi que les caisses de pensions de droit public avec des fiches d'information, car pour les caisses de pensions appartenant à des entreprises, il n'existe généralement pas de transparence.

# Den Vorreitern folgen

Die Klima-Allianz beobachtet das Investitionsverhalten von Schweizer Pensionskassen kritisch. Sandro Leuenberger sieht eine Schlüsselrolle bei Pensionskassen, die freiwillig vorangehen, und regt die Schaffung von Branchenstandards an.

Diejenigen Pensionskassen, die sich schon länger des Themas Nachhaltigkeit angenommen haben, kommen vorwärts – die anderen bewegen sich überhaupt nicht. So ein kurzes Fazit von Sandro Leuenberger zur Frage, wo die Schweizer Pensionskassen hinsichtlich klimafreundlichem Investieren stehen. In Farben gesprochen (siehe Grafik, Seite 82): Der grüne Bereich in der rechten Hälfte wächst von Jahr zu Jahr, der orange schrumpft – doch die rote Hälfte wird kaum kleiner.

Leuenberger betont dazu: «Wir bewerten nur Taten, keine vagen Grundsätze oder Absichtserklärungen.» Für ihn ist klar, dass Pensionskassen klimafreundlich investieren müssen. Die sogenannte doppelte Materialität ist gegeben: Einerseits besteht über das Pariser Abkommen (auch für die Schweiz) eine internationale Verpflichtung, die Finanzströme klimafreundlich zu lenken. Andererseits ist auch die finanzielle Materialität gegeben, ist die Erkenntnis doch wissenschaftlich erhärtet, dass Klimarisiken konkrete Auswirkungen auf die Unternehmen mit hoher Treibhausgasexposition haben und zu Renditeeinbussen führen können.

Die treuhänderische Pflicht von Pensionskassen, Klimaaspekte im Anlageverhalten zu berücksichtigen, sieht Leuenberger durch zwei Gutachten untermauert, die von der Klima-Allianz<sup>1</sup> respek-

tive vom Bundesamt für Umwelt (BAFU)<sup>2</sup> in Auftrag gegeben wurden. Er verweist dabei auf den Fall einer australischen Pensionskasse, die von einem Versicherten eingeklagt wurde und sich in der Folge verpflichtete, bis 2050 ein Netto-Null-Ziel zu erreichen.

## Mit Branchenstandards Handlungswillen zeigen

Das Argument, dass die ESG-Risiken noch nicht hinreichend quantifizierbar seien, lässt Leuenberger nicht gelten. Es gebe zwar noch keine perfekte, aber doch immer ausgereifere Analysetools für Portfolios: «Mit gutem Willen lässt sich eine Best Practice erreichen, auch mit einem nicht perfekten System. Diejenigen Kassen, die dies machen, kommunizieren es und motivieren so nach dem Vorreiterprinzip andere, auch diesen Weg einzuschlagen.»

Leuenberger hat selber Erfahrungen im Pensionskassenbereich. «Es ist mir klar, dass dieser Prozess Zeit braucht, und dass bei vielen Pensionskassen wenig Ressourcen vorhanden sind.» Umso wichtiger sei es, dass es Vorreiterbeispiele gebe, an denen sich auch kleinere Kassen orientieren können.

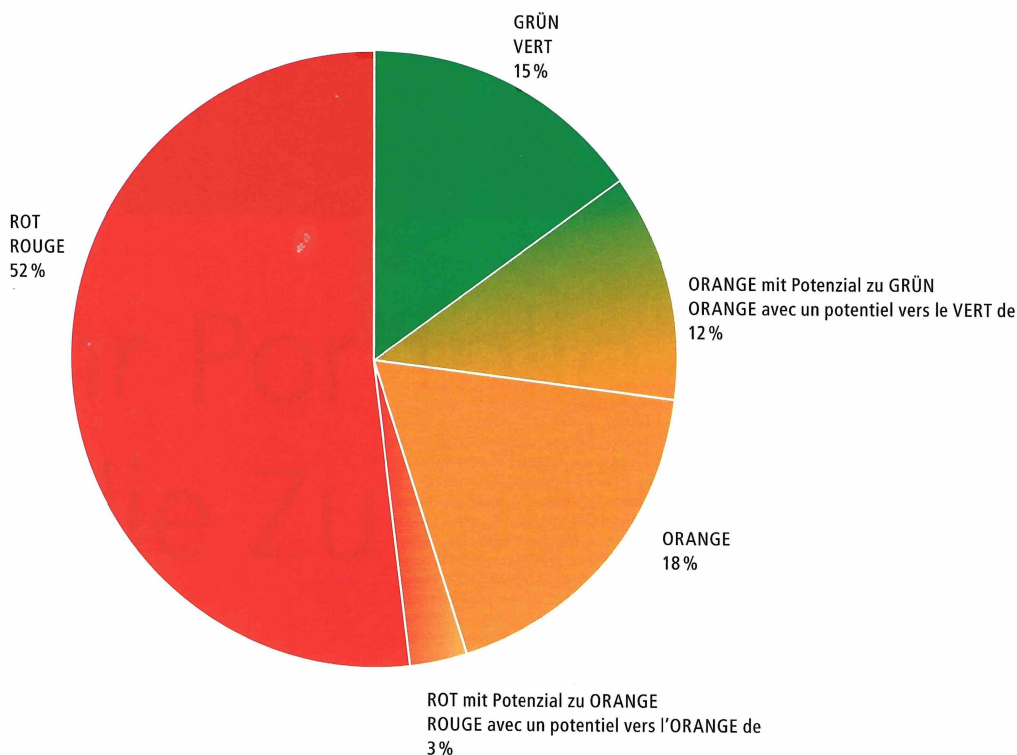
<sup>1</sup> Download unter [bit.ly/3AKYRZN](https://bit.ly/3AKYRZN)

<sup>2</sup> Download unter [bit.ly/3zfXUR5](https://bit.ly/3zfXUR5)



**Einstufung der Vorsorgeeinrichtungen**, Anteile nach Anlagevolumen, Stand Ende September 2021

**Classification des institutions de prévoyance**, parts selon le volume des placements, à fin septembre 2021



Weitere Informationen unter: [klima-allianz.ch](https://www.klima-allianz.ch)

Pour plus d'informations: [klima-allianz.ch](https://www.klima-allianz.ch)

„ Mit gutem Willen lässt sich eine Best Practice erreichen, auch mit einem nicht perfekten System. „

Angesprochen auf einen möglichen Regulierungsbedarf knüpft Leuenberger hier an: Er fände es wünschenswert, wenn der ASIP aktiver handeln und Branchenstandards erarbeiten und publizieren würde: «Je mehr Selbstverpflichtung eine Branche freiwillig beschliesst, desto mehr zeigt sie der Politik, dass eine staatliche Regulierung nicht nötig ist.» Regulatorische Rahmenbedingungen wünscht Leuenberger im Allgemeinen. Soweit sie Investoren der beruflichen Vorsorge betrifft, sei es aber richtig, eine angepasste Lösung zu finden, die insbesondere berücksichtigt, dass die Schweizer Pensionskassenlandschaft extrem heterogen ist.

«Fakt ist, dass die EU voranschreitet und die Schweiz schläft.» Der Finanzplatz drohe abzufallen, wenn es keine Unterstützung durch den Staat gebe – eben auch durch zweckmässige regulatorische Rah-

menbedingungen. «Irgendwann wird die Schweiz die EU-Regulierung in irgendeiner Form übernehmen, das ist unvermeidlich», so Leuenberger. Insbesondere würde er weitgehende Offenlegungspflichten für Unternehmen begrüßen. Eine Klassifizierung der Wirtschaftsaktivitäten im Sinne der EU-Taxonomie (siehe Kasten) sieht er auch positiv.

#### Aussensicht ist nötig

Die Bedenken vieler Pensionskassen gegenüber einer möglichen Regulierung kann er nur bedingt nachvollziehen: «Wer jetzt grün ist, muss keine Angst vor Einschränkungen haben oder davor, plötzlich alles umstellen zu müssen.»

Hier knüpft Leuenberger auch an die Frage nach dem Vorgehen der Klima-Allianz an: Einige Pensionskassen fühlten sich vor den Kopf gestossen, weil sie von der

Klima-Allianz öffentlich untersucht und kritisiert wurden. Bei Institutionen, die gut unterwegs waren, sei die Reaktion positiv gewesen. Aber bei denen, die etwa nur SVVK-Ausschlüsse machen, wurde das Rating bei rot belassen, da diese marginalen Eingriffe nunmehr Standard seien. Für Leuenberger ist bei diesen Kassen «ein klarer Druck nötig, damit die Kassen sich bewegen, das Gros der Investitionen in klimafreundlicher Weise tätigen». Weiter betont er, dass bei der Mehrheit der Kassen diese Aussensicht auch willkommen sei.

Dass einige Kassen finden, ihre Anlagen seien ihre eigene Angelegenheit und keine Transparenz nach aussen geben möchten, kann Leuenberger nicht nachvollziehen: «Verschlossenheit war noch nie ein Zukunftsmodell.»

Kaspar Hohler



**Sandro Leuenberger** leitet die Aktivitäten der Klima-Allianz im Bereich Pensionskassen. Leuenberger ist Chemiker und war während seines aktiven Berufslebens Stiftungsrat bei der Caisse de retraite en faveur du personnel du groupe SICPA.

/// Fakt ist, dass die EU voranschreitet und die Schweiz schläft. ///



### Klima-Allianz

Die Klima-Allianz ist ein Bündnis von mehr als 100 Organisationen der Zivilgesellschaft, das sich Klimagerechtigkeit und den Erhalt der Lebensgrundlagen auf die Fahne geschrieben hat. Eine ihrer Initiativen ist das Klima-Rating von Pensionskassen, bei dem Sandro Leuenberger federführend ist. Die Klima-Allianz versteht sich als zivilgesellschaftlicher Herausforderer (Challenger), der Vorsorgeeinrichtungen mit einer kritischen Aussensicht konfrontiert und den Dialog mit ihnen sucht.

Die aktuelle Bestandesaufnahme zeigt, dass rund die Hälfte der Pensionskassen aus Sicht der Klima-Allianz noch am Anfang des Wegs zum nachhaltigen Investieren stehen. Das Rating umfasst sämtliche ESG-Kriterien, nicht nur den Klimaaspekt. Es ist gemäss Leuenberger auf Mängel ausgerichtet: Im roten Bereich finden sich auch Kassen, die erst vage Grundsätze festgelegt haben und z. B. nur die SVVK-Ausschlüsse machen. Engagement wird aktuell noch nicht berücksichtigt, aber auf 2022 hin in den Kriterienkatalog aufgenommen. Kriterien für direkt gehaltene Immobilien sind in Vorbereitung. Im Rating sind vorwiegend Sammel- und Gemeinschaftseinrichtungen sowie Pensionskassen der öffentlichen Hand mit Factsheets erfasst, da bei firmeneigenen Pensionskassen die Transparenz meist nicht gegeben ist.



### EU-Taxonomie

Die Verordnung enthält die Kriterien zur Bestimmung, ob eine Wirtschaftstätigkeit als ökologisch nachhaltig einzustufen ist (Taxonomie), um damit den Grad der ökologischen Nachhaltigkeit einer Investition ermitteln zu können. Mit der Verordnung werden Finanzmarktteilnehmer, z. B. Investmentfonds, die ein Finanzprodukt als ökologisch vermarkten wollen, verpflichtet, über den Anteil an ökologisch nachhaltigen Investitionen im Sinne der Verordnung in ihrem Portfolio zu berichten.

Quelle: Wikipedia ([bit.ly/3tTQ1sQ](https://bit.ly/3tTQ1sQ))